

LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 19 FÉVRIER 2014

SOMMAIRE

- 1) Hommage
- 2) Le FN dénonce
- 3) Il ne fera pas plus...
- 4) En économie elle est un peu (beaucoup) nulle
- 5) Un divorce en vue
- 6) Le « renard »



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Hollande rend hommage aux musulmans mort pour la France



François Hollande le 3 février à l'Élysée à Paris. (Photo Patrick Kovarik.AFP)

Au cours de sa première visite dans une mosquée française depuis son élection, le chef de l'Etat a déclaré que la France avait une dette à l'égard des soldats musulmans ayant combattu pendant les deux guerres mondiales.

Le président François Hollande a rendu hommage mardi aux soldats musulmans morts pour la France lors des deux guerres mondiales et, s'adressant directement à leurs descendants, a souligné que la France avait «une dette à leur égard». «La France n'oubliera jamais le prix du sang versé», a déclaré le chef de l'Etat, venu inaugurer un monument en mémoire des soldats musulmans dans l'enceinte de la Grande mosquée de Paris. Cet hommage «s'adresse à leurs descendants pour qu'ils soient fiers de leurs parents et conscients que la République a une dette à leur égard», a-t-il ajouté. «A celles et ceux qui s'interrogent sur leur destin, leur place et même parfois sur leur identité, aux descendants de ces soldats, je dis ma gratitude.»

Le chef de l'Etat s'est également adressé à «toute la communauté nationale», soulignant que l'islam de France «qui porte un message d'ouverture» est «parfaitement compatible avec les valeurs de la République». «Cet hommage est un appel au respect» des morts, mais aussi «des vivants», a-t-il dit. Il nous appelle à «lutter farouchement contre les discriminations, les inégalités et le racisme, et à être intraitables à l'égard des paroles et des actes antimusulmans.» «Jamais personne ne doit être menacé ou agressé pour ses croyances», a-t-il encore martelé, à l'occasion de sa première visite dans une mosquée en France depuis son élection.

Il a dévoilé deux plaques recensant les unités musulmanes engagées dans les deux conflits mondiaux, aux cotés desquelles sera prochainement placée une borne interactive avec le nom de tous les soldats musulmans tombés sur le champ de bataille.

Quelque 600 000 soldats des troupes coloniales participèrent à la Grande guerre, de 1914 à 1918 et environ 70 000 musulmans y ont perdu la vie, selon une estimation du ministère de la défense en 2010. La Grande mosquée avait d'ailleurs été construite entre 1922 et 1926 pour leur rendre hommage. De 1940 à 1945, plus de 16 600 soldats musulmans d'Afrique du nord furent tués ou portés disparus, ainsi que des milliers de combattants d'Afrique subsaharienne, comme les tirailleurs sénégalais.

II) Hollande à la Grande Mosquée : Le FN dénonce une "manipulation grossière"



Le vice-président du Front national Louis Aliot à Paris

Le vice-président du Front national Louis Aliot a dénoncé la "grossière tentative de manipulation" accompagnant selon lui la visite que le président de la République doit faire mardi à la Grande mosquée de Paris pour rendre hommage aux soldats musulmans morts entre 1914 et 1918.

Cette manipulation, affirme-t-il mardi dans un communiqué, a été "explicitement résumée par l'un des responsables du très communautariste Conseil français du culte musulman (CFCM) : +Même si ce n'est pas nouveau, c'est bien que François Hollande rappelle à nouveau à ceux qui rejettent les musulmans que des milliers d'indigènes sont morts pour la France+ et d'ajouter +Il faut aussi qu'il se saisisse de l'occasion pour échanger avec nous sur le climat actuel inquiétant+".

"Ces propos sont totalement irresponsables puisque la France n'a jamais oublié ces soldats morts pour la France" et "il est détestable de les associer à des revendications aujourd'hui politiques dont les communautaristes sont les premiers lobbyistes !", poursuit M. Aliot.

"Si l'islam politique en voie de radicalisation pose un problème (...) de compatibilité républicaine à notre pays, ce n'est pas à la France de s'y adapter et d'y répondre mais à cette religion. Dénoncer un prétendu rejet français de l'islam sans regarder la

radicalisation de celui-ci en face (jihadistes, salafisme, revendications communautaristes spécifiques, rejet de la France, etc..) et l'influence extérieure qu'il subit est une erreur grave et une discrimination de plus à l'égard des citoyens Français respectueux des lois de la République", écrit encore le vice-président du FN.

lcp.fr

III) Hénin-Beaumont : "Le FN ne fera pas plus mal que les autres"



Par Estelle Gross

Entre lassitude et désespoir, les habitants de la ville la plus médiatique du Pas-de-Calais n'attendent pas grand chose des municipales. Reportage.

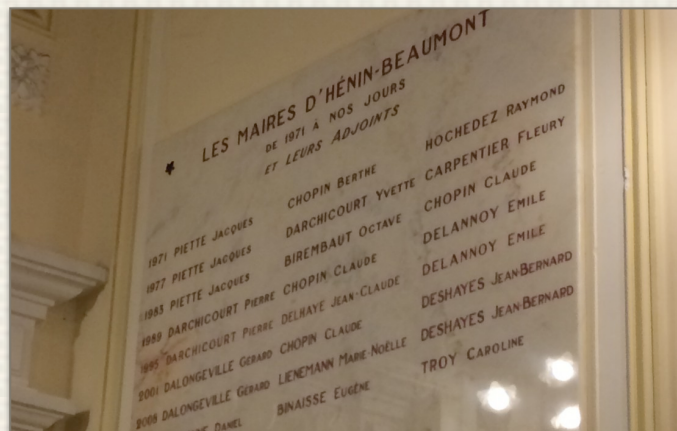


Steve Briois et Marine Le Pen à Hénin-Beaumont. Sipa

"Les maires d'Hénin-Beaumont de 1971 à nos jours", indique la grande plaque en marbre accrochée dans le hall central de la mairie. D'ici quelques semaines, sous les lignes Darchicourt, Dalongeville, Duquenne, une nouvelle ligne viendra compléter le tableau, et Steve Briois y verrait bien son nom. Et le dernier sondage* Ifop pour Europe 1 et "La Voix du Nord" publié mardi 18 février lui offre des raisons d'espérer puisque le candidat FN y est donné pour la première fois gagnant au second tour avec 50,5% des voix face au maire sortant Eugene Binaisse et en tête au premier avec 44% des intentions de vote.

Difficile en effet de savoir ce qui pourrait

empêcher le candidat du Front national de s'installer dans le fauteuil du maire. "L'enfant du pays", comme l'appellent plusieurs habitants, se prend même à rêver de l'emporter au 1er tour face à une gauche divisée entre le maire sortant, Eugene Binaisse, la liste MRC de son premier adjoint Georges Bouquillon, et celle du Front de Gauche conduite par David Noël et un candidat UMP, Jean-Marc Legrand qui peine à émerger.



"Ici les gens ont voté communistes, puis socialistes et enfin Front national, c'est la trajectoire", déplore Pierre Ferrari. Ce jeune socialiste, déjà candidat aux dernières municipales a annoncé il y a quelques jours son retrait de la course face au risque de voir le FN passer. "Le Front national est le favori de cette élection, je me suis engagé en politique en 2002 entre les deux tours de la présidentielle après l'élimination de Lionel Jospin, je n'oublie pas d'où je viens", explique-t-il avec dans la voix un mélange de colère et de désespoir. Pour cet ancien du MJS, pas de doute, les habitants d'Hénin-Beaumont "sont prêts" à donner les clés de la mairie au parti frontiste.

"Il faut essayer le FN !"

Dans le quartier de la Cité Darcy, longtemps fief communiste, le phénomène se vérifie. A chaque fois que la porte s'ouvre ce jeudi après midi, Steve Briois est accueilli au moins avec un sourire. Les préoccupations les plus fréquentes sont celles du logement, de la sécurité et de la disparition des petits commerces.

A cette dame qui, les larmes aux yeux, raconte que son fils élève son bébé dans un apparemment insalubre et inondé toujours dans l'attente d'un relogement, Briois promet "plus de justice" dans les critères d'attribution. Et il ajoute, jetant un peu

d'huile sur le feu, qu'"aux gitans du camp de derrière, ils leur ont construit de belles maisons !"

Deux maisons plus loin, une jeune femme confie au candidat du Front "se lever toutes les nuits pour vérifier que sa voiture ne brûle pas". Steve Briois compatit, accuse Christiane Taubira de "remettre les délinquants dans la rue" et promet de renforcer la police municipale. A l'entrepreneur qui peste contre la mairie qui a fait appel à des sociétés non locales pour rénover la toiture d'un des bâtiments de la ville, Briois répond que "c'est la faute à l'Europe et à ses directives" qui poussent à faire des appels d'offre européens pour ce type de chantier. Chacun son bouc émissaire.

A tous, le secrétaire général du parti d'extrême droite promet qu'il fera mieux. "Il faut essayer le FN !" leur dit-il. Une bonne partie de la rue lui est déjà acquise. "Darcy, c'était notre pire quartier en 2001, Dallongeville avait fait un raz de marée", se souvient non sans une certaine satisfaction le candidat

"On a pris dix points d'un coup au moment de l'affaire Dalongeville"

Car depuis 2001, les choses ont bien changé. "Avec le maire qu'on a eu ici...", soupire un adolescent qui s'apprête à enfourcher son scooter sans finir sa phrase. Jeunes et moins jeunes restent traumatisés par "l'affaire Dalongeville", nom de l'ancien maire accusé de détournements de fonds et révoqué par décret en avril 2009. Pour la population, Dalongeville est celui qui s'en est mis plein les poches (il est en appel), qui a ruiné la ville et entraîné une augmentation des impôts. Il est aussi et peut-être avant tout, dans ce "Nord-Pas-de-Calais où le paternalisme du patron a été remplacé par celui de l'élu, celui qui a menti et volé l'argent", analyse Marine Tondelier, ancienne candidate EELV lors des législatives qui figurera sur la liste d'Eugene Binaisse.

Pour ne rien arranger, l'ancien maire a décidé de se représenter à la mairie et distribue sur le marché des tracts où il assure avoir été blanchi.

"C'est un traumatisme long à cicatriser, on aurait même dû mettre en place des cellules psychologiques", estime, très sérieusement, le directeur de cabinet d'Eugene Binaisse, le maire actuel.

"On a pris dix points d'un coup au moment de l'affaire, car tout ce que Briois disait avant s'est

révélé être vrai, ça a créé une relation de confiance", se souvient Bruno Bilde, conseiller régional FN du Nord-Pas-de-Calais.

Depuis, le FN est en progression constante. Ce n'est pas un hasard si Marine le Pen a choisi de venir ici lors des législatives de 2007, au cœur du bassin minier. Son "discours social" a trouvé un écho particulier, souligne Briois, dans cette région ravagée par les fermetures d'usine et désormais marqué par les affaires.



"J'ai fait l'objet d'une adoption plénière", sourit la présidente du Front national qui figure symboliquement sur la liste de Steeve Briois en avant dernière place. Venue soutenir la tête de liste vendredi 14 février, jour de marché, elle se félicitait que "tout le bassin minier devienne une zone d'influence du FN, avec Hénin Beaumont à l'avant-garde".

Eugene Binaisse, l'actuel maire, raconte que "plus les conditions sociales se dégradent, plus le nombre de conseillers FN augmentait". Ils sont désormais huit sur trente-cinq. Et aujourd'hui, à Hénin Beaumont, le taux de chômage avoisine les 20%, soupire-t-il.

"Les gens sont perdus, ils ne savent plus pour qui voter"

"Le Pas de Calais, c'est des contrats de 5 ou 6 mois tout au plus", explique, au comptoir du bar Le Chanzy place de la République, Jean-Pierre, 56 ans, employé par la ville qui a vu ses deux enfants quitter la région pour trouver un travail dans le sud de la France. "Les gens sont perdus, ils ne savent plus pour qui voter. On est toujours au Moyen-âge, les uns dans des châteaux, les autres à la rue", poursuit-il l'écharpe de Lens, sang et or, enroulée autour du coup.

Cette lassitude, la plupart des Héninois et Beaumontois la partagent (la commune est le fruit de la fusion d'Hénin-Liétard et de Beaumont-en-

-Artois en 1971). "On a le choix entre des voyous ou des nullos", s'agace une table plus loin Charles, retraité qui sirote un demi de bière avec sa femme Nicole. Cet ancien ouvrier dans le textile estime que le "FN ne fera pas plus mal que les autres" et regrette que l'UMP ait "abandonné la circonscription". Le FN ne fait plus peur, quant au front républicain qui pourrait faire barrage à l'extrême droite, il a plutôt tendance à irriter les électeurs. "Si tous ces voyous s'associent au second tour, je voterais pour le FN !", s'énerve Charles alors que sa femme reconnaît à demi mot qu'elle glissera à nouveau un bulletin pour Dalongeville.

Naim, 28 ans, accoudé au bar, décide à ce moment là de les interpeller: "Ici, il y a 50% des gens qui votent FN mais on sait jamais qui c'est ! On choisit ses amis mais pas ses voisins. J'entends des 'Il faut qu'ils rentrent chez eux', mais moi je suis d'origine algérienne mais mon pays c'est la France !" poursuit-il. Mais dans la foulée Naim admet que "même moi, elle me séduit politiquement Marine Le Pen. Mais c'est juste un nom !" Les deux hommes, après un bref dialogue de sourds, finissent par se serrer la main.

D'ici peu le grand débarquement médiatique reprendra à Hénin. Et tous se souviennent des cavalcades de journalistes dans les rues de la ville lors des législatives de 2012. Pour les uns c'est une fierté, pour les autres, le ras le bol est palpable. "J'ose plus dire le nom de ma ville quand je pars en vacances", confie une commerçante, "nous ce qu'on veut c'est juste un bon maire".

Estelle Gross - Le Nouvel Observateur

**Ce sondage a été réalisé par téléphone du 13 au 15 février 2014 auprès d'un échantillon de 502 personnes âgées de 18 ans et plus, inscrites sur les listes électorales, à Hénin-Beaumont, selon la méthode des quotas.*

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Sur les banques, le dossier de Marine Le Pen n'est pas très solide

Alors que les grands groupes commencent à publier leurs résultats 2013, les propos péremptaires récemment tenus par la présidente du Front national sur leur santé face à Pierre Moscovici apparaissent de plus en plus dénués de fondement.



Pierre Moscovici et Marine Le Pen, le 3 février lors de «Mots croisés» sur France 2. -



Gérard Horny

Journaliste, spécialiste des questions financières et patrimoniales. Auteur de *La Bourse pour les nuls* First Editions.

Marine Le Pen n'y est pas allée de main morte, le 3 février dernier à Mots Croisés, en affirmant que les banques françaises n'étaient pas «solides du tout». Selon elle, cela s'applique notamment au Crédit Agricole, que probablement on allait être amené «encore» à sauver.

Compte tenu de la gravité d'un tel propos –on a vu au cours des dernières années, aux États-Unis et en Europe, à quoi peuvent conduire les défaillances bancaires–, Marine Le Pen a été invitée par Yves Calvi à le confirmer, ce qu'elle a fait en se vantant de briser l'omerta sur ce sujet:

«Ce que je vous annonce, c'est que le Crédit Agricole va très mal.»

Le ministre de l'Economie Pierre Moscovici lui reprochant d'inquiéter les déposants, la réplique fut sans appel:

«Vous mentez aux Français parce que vous avez peur de la panique.»

Mots Croisés 3/2/2014

<http://youtu.be/faFX0DS5GK4>

Cette partie du débat est extrêmement intéressante, car elle éclaire avec la plus grande netteté la façon dont tous les démagogues procèdent. La technique est simple: de façon récurrente, vous vous présentez devant les électeurs en leur affirmant que leurs dirigeants les trompent et que vous seul dites la vérité; pour faire bonne mesure, vous accusez les médias d'être complices et de cacher la réalité. Quand, ensuite, vous lancez une information erronée, votre interlocuteur est pris au piège: quoi qu'il dise, il aura tort; s'il refuse d'abonder dans votre sens, c'est parce qu'il ment pour tenter de protéger un secret.

«Plus c'est gros, plus ça passe»

Et cela marche à merveille en ce qui concerne les banques. Là, Marine Le Pen jouait sur du velours.

D'abord, les Français sont toujours prêts à croire le pire quand il s'agit des turpitudes des banquiers, et il faut reconnaître qu'ils n'ont pas toujours tort.

Ensuite, on le sait, le crédit repose sur la confiance. Quand une banque commence à avoir des problèmes, tout est fait pour essayer de les résoudre à l'abri des regards du public; si l'affaire s'ébruite, les déposants vont se ruer aux guichets pour retirer leur argent et le sauvetage sera rendu encore plus difficile, voire impossible. Dans cette phase, l'autorité de tutelle doit se taire.

Interrogé sur ce sujet, le ministre de l'Economie était donc forcément suspect. Comme n'a pu s'empêcher de le dire Pierre Moscovici, «plus c'est gros, plus ça passe».

Effectivement, en l'occurrence, c'était gros. Aucun secteur d'activité n'est plus réglementé et contrôlé que le secteur bancaire.

Les banques françaises n'ont pas toujours été bien gérées, il y a eu des problèmes, dont certains de très grande ampleur, et cela s'est toujours su: du Crédit Lyonnais à Dexia en passant par la Société Générale, pour ne citer que les dossiers les plus connus, il y a eu des pages et des pages de commentaires dans la presse, des livres, des émissions de télévision.

Avec la crise financière de 2007 et 2008, puis la crise de l'euro, les banques ont été mises à rude épreuve. Le gouvernement est intervenu, mais l'aide financière qui leur a été accordée à ce moment-là leur a été dûment facturée.

L'Etat n'y a pas perdu, sauf dans le cas de Dexia, qui aura coûté plusieurs milliards d'euros à la France et à la Belgique. Mais cela n'est pas secret.

La critique rate sa cible

D'une façon générale, si on voulait critiquer les autorités politiques et monétaires occidentales sur ce dossier, ce ne serait pas sur la fragilité des banques, mais plutôt sur la rapidité avec laquelle ce système a recommencé à faire des bénéfices et à distribuer hautes rémunérations et bonus, surtout aux Etats-Unis. Le plus surprenant en effet, et c'est un euphémisme, est la santé des grandes banques américaines, qui ont plongé le monde dans la crise il y a six ans et ont dégagé l'an dernier 76 milliards de dollars de bénéfices, pour s'en tenir aux six premières d'entre elles.

Et on pourrait aussi s'étonner de leur capacité à résister à l'élaboration de nouvelles règles trop restrictives en ce qui concerne leurs activités de marché, les plus dangereuses pour l'économie mondiale.

Les banques européennes s'en sortent plutôt moins bien, pour deux raisons. D'abord, les secousses ont été extrêmement violentes en Europe du Sud. Ensuite, les nouvelles normes appliquées ici sont plus contraignantes.

Le crédit stagne en Europe parce que les ménages n'en demandent pas beaucoup, et les entreprises encore moins, mais aussi parce que les banques elles-mêmes se montrent plus exigeantes et sélectives dans l'examen des dossiers. Elles donnent la priorité au redressement de leurs comptes et à l'assainissement de leurs bilans.

Une très nette amélioration

De ce point de vue, les banques françaises apparaissent en bonne position, et le gouverneur de la Banque de France Christian Noyer a eu raison de le rappeler le 12 février sur BFM Business: «Il n'y a aucun problème au Crédit Agricole, il n'y a aucun problème avec les banques françaises» (d'autres propos tenus par le gouverneur ces derniers jours sur la réforme bancaire proposée à Bruxelles par Michel Barnier sont plus contestables et contestés).

Les résultats 2013 publiés par la Société Générale et BNP Paribas ont été diversement accueillis (ceux de la Société Générale ont agréablement surpris, ceux de BNP Paribas ont déçu) mais dans les deux cas, on peut voir que ces banques sont solides, ainsi que leur ratio de solvabilité le montre.

Quant au Crédit Agricole, tout le monde le sait, il a souffert de sa malheureuse aventure grecque: la banque Emporiki, achetée en 2006 et revendue pour un euro symbolique fin 2012, lui aura coûté au total entre 9 et 10 milliards, selon les estimations. Mais il a fait le tri dans ses activités et se renforce progressivement.

On verra le 19 février quels sont ses résultats 2013, mais, selon les derniers chiffres publiés, le groupe respectait le ratio de solvabilité et la grande majorité des analystes financiers conseillent de conserver ou d'acheter les actions de sa partie cotée, Crédit Agricole SA.

Controverse sur un point technique

Qu'a donc vu Marine le Pen qui aurait échappé à la vigilance des experts? En fait, tout est parti d'une étude publiée début janvier sur le site de l'OCDE.

Comme d'autres organisations internationales, le FMI notamment, celle-ci publie à longueur d'année des working papers qui n'engagent que la responsabilité de ceux qui les ont écrits. Là, deux économistes néerlandais, Dirk Schoenmaker et Toon Peek, ont cherché à savoir de combien les 60 plus grandes banques européennes devraient augmenter leurs fonds propres pour satisfaire un nouveau ratio, dit ratio de levier ou d'endettement, qui met en rapport les fonds propres des banques et le total de leurs actifs, quel que soit leur niveau de risque (à la différence du

ratio de solvabilité, qui inclut la notion de risque; là il s'agit simplement de faire la balance entre les fonds propres et les engagements). Les banques commencent déjà à publier ce ratio, mais sa publication ne sera obligatoire qu'à partir de janvier 2015 et une certaine norme sera probablement à respecter à partir de janvier 2018.

Cette norme serait de 3%. Le groupe Crédit Agricole vise pour cette dernière date un objectif de 5%. Toutefois, selon les deux économistes néerlandais, pour arriver simplement à 3%, il devrait renforcer ses fonds propres de 31,5 milliards d'euros, pas moins, alors que l'effort à accomplir par les 59 autres grandes banques réunies serait de 52,5 milliards.

A voir ces chiffres, on peut être tenté de dire que le Crédit Agricole est vraiment en mauvaise posture. C'est d'ailleurs ce que s'est empressé de faire l'hebdomadaire allemand WirtschaftsWoche, en parlant d'une «situation dramatique pour les banques françaises».

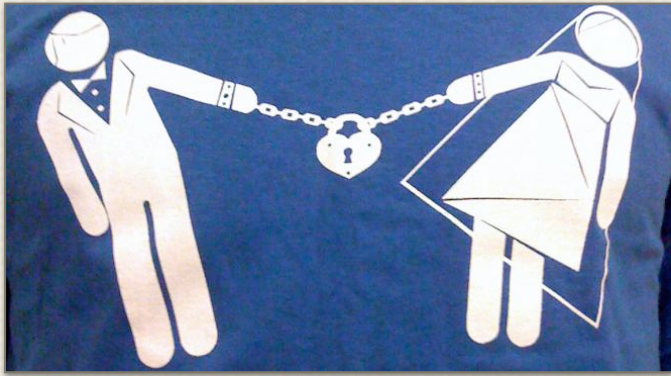
Le Crédit Agricole et le gouverneur de la Banque de France affirment que les deux économistes ont fait une grossière erreur: ils auraient comparé les fonds propres de Crédit Agricole SA à l'ensemble des actifs du groupe, ce qui ferait apparaître de façon erronée une forte sous-capitalisation de la banque. Les deux économistes maintiennent leurs calculs.

Et c'est à partir de ce débat technique qu'une politicienne se permet de mettre le doute publiquement sur la santé financière d'un établissement dans lequel près d'un Français sur trois a un compte, au risque d'inquiéter inutilement les déposants et épargnants. On peut difficilement manifester davantage de mépris pour ses concitoyens.

Marine Le Pen a oublié un petit détail: dans cette étude, on voit que les deux autres banques qui auraient le plus besoin d'augmenter leurs fonds propres sont la Deutsche Bank (où il manquerait 19 milliards d'euros) et la Commerzbank (7,7 milliards). Nous attendons avec impatience son prochain passage à la télévision pour voir comment elle va expliquer aux Allemands ce qu'ils doivent faire pour enfin gérer correctement leur économie.

V) Parti communiste-Parti de Gauche, divorce en vue : quel impact pour la gauche ?

Le Parti de Gauche s'est dit opposé à ce que le Parti communiste renouvelle toute alliance avec le Parti socialiste pour les élections à venir après les municipales. Malgré le climat houleux entre les deux formations, Jean-Luc Mélenchon se dit toujours confiant dans l'avenir du Front de Gauche.



Divorce en vue entre le Parti communiste et le Parti de Gauche. Crédit Flickr

Yves-Marie Cann - Sylvain Boulouque

Yves-Marie Cann est Directeur en charge des études d'opinion de l'Institut CSA

Sylvain Boulouque est historien, spécialiste du communisme, de l'anarchisme, du syndicalisme et de l'extrême gauche.

Atlantico : Lors d'un conseil national du Parti de gauche qui s'est tenu dimanche, la formation politique a exigé du PCF, au travers d'une motion adoptée à 97 %, qu'il ne renouvelle pas ses alliances avec le Parti Socialiste, notamment pour les européennes. Si les deux partis font liste commune aux élections européennes, au lieu de se présenter séparément, le nombre de voix obtenues serait-il supérieur ? L'union, pour les partis de gauche, fait-elle nécessairement la force ?

Yves-Marie Cann :

Il n'y a bien entendu aucune garantie à ce que l'union du PCF et du Parti gauche aux élections européennes permette au Front de gauche d'obtenir un nombre de voix supérieur au total de

celui que les deux formations obtiendraient séparément. Toutefois, d'un point de vue au moins symbolique, faire listes à part signifierait l'acte de décès de ce mouvement apparu aux européennes de 2009. Surtout, un Front de gauche à 10 % pèserait davantage sur le débat public que deux forces politiques obtenant chacune, dans le meilleur des cas, aux alentours de 5%. Cette dernière hypothèse serait alors du « pain béni » pour le Parti socialiste.

Sylvain Boulouque :

Historiquement, la gauche semble plus forte lorsqu'elle s'inscrit dans un processus d'unité, comme en 1924, en 1946 ou en 1981. Inversement, lorsque la gauche est divisée, on constate par exemple dans les années 50 et 70 une diminution du nombre de votes en faveur de la gauche. En cumulé, cela dépend surtout de la conjoncture : la gauche se porte moins bien en période de crise, au profit de la droite. Mélenchon, aux dernières élections, donnait l'impression de progresser, ce qui était vrai par rapport à 2007, mais pas par rapport à 2002 ou 1995 : sur cette durée-là, on constate une régression jusqu'à aujourd'hui du nombre de voix de la gauche de la gauche.

La principale problématique que le Front de Gauche a à résoudre aujourd'hui est-elle celle du report de voix vers d'autres formations, notamment le FN ? Le Parti de gauche, qui peut attirer les déçus des grands partis, gagnerait-il à faire cavalier seul ?

Yves-Marie Cann :

Nous le voyons dans les enquêtes, la force politique qui profite aujourd'hui le plus des difficultés de l'exécutif national de gauche et de la crise de leadership à droite, c'est le Front national. Si le socle électoral du Front de gauche témoigne dans nos enquêtes d'une certaine solidité depuis l'élection présidentielle, le parti dirigé par Marine Le Pen a quant à lui engrangé de nouveaux soutiens au sein de la population.

Le Front de gauche en général et le Parti de gauche en particulier ne parviennent pas, en effet, à capitaliser sur le contexte actuel. Ceci tient à mon avis beaucoup au discours tenu par ses leaders, au premier rang desquels figure Jean-Luc Mélenchon. A titre d'exemple, traiter de « nigauds

les salariés manifestant en Bretagne aux côtés des « Bonnets rouges » n'a sans doute pas été du meilleur effet auprès des premiers concernés. Plus globalement, la gauche du parti socialiste, en adoptant une posture de principe favorable au multiculturalisme, peine à rencontrer un écho favorable auprès des couches populaires ou des classes moyennes inférieures qui sont en demande de davantage de protection face aux aléas de la mondialisation et de sa composante migratoire.

Sylvain Boulouque :

Le problème numéro un du Parti de gauche, c'est qu'il est petit. Seul, il est dans la marginalité groupusculaire car son nombre de militants est très faible. Soit il s'allie avec le PCF, et bénéficie ainsi de l'appareil du parti (et c'est ce qui s'est passé lors des deux dernières élections), soit il se retrouve avec une audience proche de celle du NPA. Seul, sa capacité à attirer des déçus d'autres partis reste minime, et ne s'étend pas au-delà du PC et de la gauche la plus radicale, de type NPA.

Les partis de gauche qui dans leur histoire se sont déjà alliés au Parti Socialiste (PC, EELV) ont-ils perdu une frange de leur électorat ? Vers quelles formations ces électeurs se reportent-ils ?

Yves-Marie Cann :

Les alliances politiques sont souvent à double tranchant, surtout en cas de victoire. Si elles permettent de s'assurer de l'élection d'un nombre significatif de ses représentants, comme aux législatives ou élections municipales par exemple, elles rendent par la même occasion les formations politiques concernées comptables du bilan des majorités sortantes. Ceci peut constituer un sérieux handicap au scrutin suivant, en cas de mauvais bilan. Le principal risque est alors la démobilisation de l'électorat, plutôt qu'un nomadisme électoral, de la gauche vers la droite ou vers l'extrême droite.

Le cas des députés EELV à l'Assemblée nationale constitue d'ailleurs un cas d'école intéressant. Bon nombre des députés écologistes élus en juin 2012 l'ont été dans des circonscriptions que l'on peut qualifier « d'opportunistes », c'est-à-dire suivant le mouvement général de l'élection présidentielle. Le sort de nombreux députés EELV est ainsi intimement lié à l'issue de la présidentielle de 2017 : en cas de réélection de

François Hollande, nombreux sont ceux qui devraient conserver leur siège. En cas d'élection d'un président de droite, ce sera nettement plus délicat !

Sylvain Boulouque :

On constate un double mouvement. Dans la première phase d'alliance, lorsque le PS progresse, les partis alliés suivent la même tendance. Et dans une deuxième phase, le PS reste seul, et finit par absorber et mettre sur un même plan les partis alliés. On constate cette absorption systématique depuis 1981. L'électorat de gauche traditionnel, quel que soit son choix du premier tour, votera toujours pour le PS au second. La frange qui choisira de ne pas voter pour le PS au second tour parce que selon elle il ne vaut pas mieux que l'UMP, est très marginale. Et ce ne sont pas trois ou quatre cas d'anciens du PC qui seraient passés au FN qui permettent de dire vers qui ces marginaux choisissent de se diriger.

Sur le fond, une alliance entre PC et PG est-elle vraiment cohérente ? Les points d'entente sont-ils si nombreux que ce cela ?

Sylvain Boulouque :

Les points d'accord sont plus importants que les points de désaccord : le "non" au référendum de 2005, le refus du libéralisme... Les désaccords sont plus de nature tactique. Le PC sait que s'il se présente seul aux élections municipales ou régionales, il perdra ce qui lui reste d'appareil. Les points de désaccord restant majoritairement locaux, l'entente sur la politique commune globale l'emporte. Idéologiquement, les grandes lignes sont les mêmes.

PG, PCF, EELV : verra-t-on un jour (pour les européennes ou les présidentielles) un véritable ensemble politique de gauche proposer une alternative au PS ? Le moteur d'une telle coalition serait-il à trouver dans la déception suscitée par la présidence Hollande, ou dans une volonté raisonnée de ne plus faire de compromis avec le PS ?

Yves-Marie Cann :

Cette hypothèse me semble peu probable, au

moins dans la perspective des prochaines élections européennes. Une telle alliance, alors que EELV a conclu un accord de gouvernement avec le Parti socialiste, constituerait à n'en pas douter un véritable « casus belli » aux yeux du Président de la République et du Parti socialiste. Les choses peuvent en revanche paraître plus ouvertes dans la perspective de l'élection présidentielle mais nous en sommes encore loin. Ceci nécessiterait toutefois une recomposition du paysage politique à gauche, à supposer que ces trois formations soient en mesure de trouver un terrain d'entente programmatique et un candidat faisant consensus.

Sylvain Boulouque :

Pour l'instant une grande alliance semble difficile, car globalement la gauche est mal en point. De plus EELV continuera majoritairement de vouloir s'allier avec le PS plutôt qu'avec la gauche de la gauche. Les éléments écologistes qui seraient prêts à une alliance avec le Front de gauche sont marginaux. Sur le plan sociologique, ils sont plus proches du PS, voire du Modem pour certains.

Une telle coalition se formerait par défaut, et constituerait un nouveau cartel d'organisations qui s'ajouterait par-dessus le Front de gauche, qui en est déjà un. Ce serait une famille de plus, qui n'a pas la même culture, et avec des membres qui de toute façon refuseraient. Même un José Bové, qui était opposé à la Constitution européenne de 2005, ne s'allierait pas avec Mélenchon. Il faudrait un éclatement, ou au moins une petite dissidence qui rejoindrait le Front de gauche. De plus, la majorité des écologistes sont pro-européens... "Ensemble", qui est le "Mouvement pour une alternative de gauche, écologiste et solidaire", qui regroupe les anciens trotskystes et les communistes dissidents, est tout de même plus proche de Mélenchon. Sur le plan électoral, ce groupe peut espérer récupérer une ou deux mairies, sans plus. Leur base de militants se limite à quelques centaines, mais le Parti communiste et le Front de gauche veillent sur eux car ils représentent la courroie de transmission avec le NPA. On est loin des pro européens d'EELV...

Alors qu'on s'attend à une débâcle du PS aux municipales, ses alliances avec le PC peuvent-elles sauver les meubles ? A l'inverse, le PC pourrait-il y perdre, et pourquoi ?

Yves-Marie Cann :

Aujourd'hui, le PC a sans doute davantage à gagner d'une alliance avec le Parti socialiste que l'inverse, notamment dans les municipalités communistes. Le jeu des alliances lui permet en effet de conserver un certain nombre de bastions municipaux qui basculeraient sans doute dans le giron du PS en cas de divisions à gauche. Dans d'autres villes, comme à Paris par exemple, l'alliance PC-PS dès le premier tour permet aux communistes de s'assurer de l'élection d'un nombre minimum de leurs représentants dans différents arrondissements et au Conseil de Paris. L'appoint de voix pour Anne Hidalgo me semble en revanche assez limité, le Parti de gauche ayant quant à lui décidé de présenter ses propres listes.

Sylvain Boulouque :

Tout dépend de la taille. Dans les grandes villes, avec ou sans le PC, le PS sauvera les meubles. Dans les villes moyennes et petites, les résultats pour la gauche seront catastrophiques. Inversement, le PC devrait garder la main mise sur les villes de même taille qu'il contrôle déjà. Leur appareil militant devrait durer le temps d'un mandat municipal encore, ensuite il est beaucoup plus difficile de se projeter...

atlantico.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Pierre Gattaz continue le chantage avec le gouvernement

Obs

Par Le Nouvel Observateur avec AFP

Le patron du Medef continue ses déclarations polémiques et demande désormais un "moratoire" sur les lois qui "stressent" les entreprises.



Pierre Gattaz à Matignon, le 29 janvier 2014. (KENZO TRIBOUILLARD/AFP)

Le président du Medef Pierre Gattaz a demandé, mardi 18 février, un "moratoire" sur une quinzaine de projets de lois qui "stressent" les entreprises, et a réclamé que soit rebaptisé "comité de suivi du pacte" de responsabilité "l'observatoire des contreparties" annoncé par François Hollande.

"Quand je vois les projets de loi dans les tuyaux, j'ai très très peur", a dit le chef de la principale organisation patronale lors de sa conférence de presse mensuelle.

Il en a dénombré "une quinzaine", portant sur les stages mais aussi la pénibilité, l'apprentissage, "l'obligation" pour les PME de signer des contrats de génération sous peine d'une sanction, ou encore un dispositif de la loi Hamon qui "oblige à consulter le comité d'entreprise en cas de vente" de tout ou partie de l'entreprise.

"Il faudrait qu'il y ait un moratoire sur ces projets de loi qui sont autant de stress sur le dos des patrons", a insisté Pierre Gattaz.

"Arrêtons de mettre des lois généralisées"

Après la polémique autour de ses déclarations à

Washington, contre le principe même de "contreparties", sur lesquelles il était revenu 24 heures plus tard, le président du Medef a répété être "pour ce pacte". "Ce que je fais est d'une cohérence implacable, on parle de zig et de zag, mais pas du tout", a-t-il expliqué.

Mais il a lancé, en forme d'ultimatum : "Il faut que dès mars il y ait des mesures concrètes".

Concernant les négociations en cours sur les modalités d'application des 30 milliards de baisse de cotisations, il a affirmé que le Medef avait "défini une doctrine". Il s'agit, a-t-il détaillé, de garder le crédit d'impôt compétitivité emploi, qui représentera 20 milliards de baisse du coût du travail l'année prochaine et de le compléter avec 5 milliards portant sur les salaires inférieurs à 2,5 smic et le reste sur les salaires supérieurs.

LAPRESSEENREVUE.EU

Samedi 8 Mars 2014 de 13h à 18h

JOURNEE DE LA FEMME CENTRAFRICAINE

Table ronde de femmes sur le thème :
Chrétiennes et Musulmanes
Une force pour la R.C.A. Centrafrique



**une journée pour un nouveau
départ...**

SAMEDI 8 MARS 2014 de 13h à 18h
THEATRE DU GYMNASSE
38 Boulevard Bonne Nouvelle PARIS X°

Entrée Libre

Métro : Bonne Nouvelle

Parking : Rex Atrium



Un évènement organisé par les femmes de **PERLES DE LUMIERE
D'AFRIQUE**

Info : 07 71 10 60 33/ 06 21 35 25 99



A suivre...
La Presse en
Revue